

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES****RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION  
(RC)*****Acheteur***

Ministère de la Transition écologique

***Représentant de l'acheteur (RA)***

Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, désigné par l'arrêté n°2023 DREAL/Marchés du 21 août 2023

***Objet de la consultation***

Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé d'une opération d'infrastructure de catégorie 1 relative à la mise à 2x2 voies de la RN 164 dans le secteur de Guerlédan

***Remise des offres***

Date et heure limites de réception : 14/05/2024 à 12 h 00 (heure locale de l'adresse de l'acheteur)

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

|   | Pages            |
|---|------------------|
| <b>ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>                                   | <b><u>3</u></b>  |
| <b>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>                                    | <b><u>4</u></b>  |
| 2-1. Définition de la procédure.....  | <u>4</u>         |
| 2-2. Décomposition en tranches et en lots.....  | <u>4</u>         |
| 2-3. Nature de l'attributaire.....  | <u>4</u>         |
| 2-4. Variantes.....   | <u>5</u>         |
| 2-5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....                                 | <u>5</u>         |
| 2-6. Cadre de la négociation.....   | <u>5</u>         |
| 2-7. Délai de réalisation.....  | <u>5</u>         |
| 2-8. Modifications de détail au dossier de consultation.....                            | <u>5</u>         |
| 2-9. Délai de validité des offres.....  | <u>5</u>         |
| 2-10. Propriété intellectuelle.....   | <u>5</u>         |
| 2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....                | <u>5</u>         |
| 2-12. Clauses sociales et environnementales.....  | <u>5</u>         |
| <b>ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....</b>                                   | <b><u>5</u></b>  |
| 3-1. Solution de base.....  | <u>6</u>         |
| 3-2. Variantes.....   | <u>8</u>         |
| <b>ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....</b>   | <b><u>8</u></b>  |
| 4-1. Sélection des candidatures.....  | <u>8</u>         |
| 4-2. Jugement et classement des offres.....   | <u>8</u>         |
| <b>ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....</b>                       | <b><u>10</u></b> |
| 5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation..... | <u>10</u>        |
| 5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....   | <u>11</u>        |
| <b>ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....</b>                                   | <b><u>12</u></b> |

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION**

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, la présente consultation porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) relative à l'opération d'infrastructure de catégorie 1 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail, en phases de conception et de réalisation.

Le marché concerne :

Une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé d'une opération d'infrastructure de catégorie 1 relative à la mise à 2x2 voies de la RN164 au droit de Guerlédan dans les Côtes d'Armor sur une longueur de 11,5 km, entre la fin de la déviation de Caurel à l'ouest et le début de la déviation de Saint Caradec à l'est, avec en particulier :

- un doublement sur place de la section de 2 km de la déviation Nord de la commune de Caurel
- une déviation en tracé neuf, sur 5 km, entre Caurel Est et Curlan Est y compris le viaduc de franchissement de la vallée du Poulancre
- un pseudo-aménagement sur place, de 4 km entre Curlan Est et Colmain

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : communes de Caurel, Guerlédan et Saint-Caradec.

Cet aménagement comprend notamment la réalisation de 12 ouvrages de franchissement routier dont un viaduc de 250 m de long et 2 ouvrages de franchissement de cours d'eau (ruisseaux de St-Guen et Lotavy), une dizaine de passages faunes dont 2 passages grande faune (déjà compris dans les ouvrages de franchissement routier) et dont certains sont couplés avec des ouvrages hydrauliques, et 6 bassins de rétention.

À titre indicatif, la mission pourra débuter en travaux en 2026, travaux qui dureront environ 8 ans.

À titre indicatif, au stade avant projet sommaire l'évaluation TTC des travaux est de 95 M€ valeur janvier 2017, actualisé à 130 M€ valeur 2028 (valeur qui sera confirmée dans l'estimation du dossier PRO en cours de constitution).

Les travaux feront l'objet de plusieurs marchés, dont la définition est à l'étude par le maître d'ouvrage, et dont les déroulements pourront être concomitants.

À titre indicatif les marchés à lots prévisibles pourraient être les suivants (l'allotissement

définitif sera confirmé dans le dossier PRO en cours de constitution) :

- 1 marché pour la démolition de bâtiments ;
- 1 marché pour les fouilles archéologiques (à confirmer par la DRAC suite aux diagnostics de 2023) ;
- 1 ou plusieurs marchés pour le défrichement / déboisement des emprises ;
- 1 ou plusieurs marchés pour les ouvrages d'art courants de la section ouest ;
- 1 ou plusieurs marchés pour les ouvrages d'art courants de la section est ;
- 1 marché pour l'OANC (viaduc de la Vallée du Poulancre) ;
- Plusieurs marchés pour les terrassements, assainissement, chaussées, équipements de la section ouest ;
- Plusieurs marchés pour les terrassements, assainissement, chaussées, équipements de la section est ;
- 1 marché pour les travaux de génie écologique ;
- 1 marché pour les aménagements paysagers ;
- 1 marché pour les finitions.

Cette opération est classée en "1ère CATEGORIE", c'est à dire avec obligation d'émettre une déclaration Préalable par le Maître d'Ouvrage, de rédiger un Plan Général de Coordination (PGC) par le Coordonnateur SPS et des Plans Particuliers de Sécurité (PPSPS) par les entreprises.

## **ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2-1. Définition de la procédure**

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

### **2-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

### **2-3. Nature de l'attributaire**

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

## **2-4. Variantes**

Sans objet.

## **2-5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Sans objet.

## **2-6. Cadre de la négociation**

Sans objet.

## **2-7. Délai de réalisation**

Le(s) délai(s) d'exécution est/sont fixé(s) dans l'acte d'engagement.

## **2-8. Modifications de détail au dossier de consultation**

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2-9. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 180 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **2-10. Propriété intellectuelle**

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

## **2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense**

Sans objet.

## **2-12. Clauses sociales et environnementales**

**S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique**

Sans objet.

**S'agissant de la clause environnementale**

Sans objet.

## **ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION**

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur

tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de l'acheteur. Toutefois cette dernière se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

**Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.**

### **3-1. Solution de base**

#### **3-1.1. Documents fournis aux candidats**

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;
- Le présent règlement ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) ;
- La décomposition du prix global forfaitaire
- Le plan prévisionnel du projet

#### **3-1.2. Composition de l'offre à remettre par les candidats**

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

##### **dans un sous dossier :**

- **Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat** qui sont précisées dans l'avis d'appel public à la concurrence.

##### **dans un autre sous dossier :**

- **Un projet de marché** comprenant :

- **L'acte d'engagement** : cadre ci-joint à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des prestataire(s) ;

Le candidat devra y désigner la/les personne(s) physique(s) affectée(s) à la mission de coordination.

Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 7-2 du CCP, ils doivent le préciser à l'article 5 de l'acte d'engagement.

- **La décomposition du prix global forfaitaire** : cadre ci-joint à compléter sans modification, en se référant bien aux unités indiquées.

- **Les documents explicatifs**

- Au projet de marché sera joint le **mémoire justificatif et explicatif** comportant le/les document(s) suivant(s) :

- Une note relative aux méthodes que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de sa mission avec les délais envisagés (description des modalités de son intervention sur le chantier et notamment les fréquences de venue sur les chantiers, proposition de temps d'intervention pour réaliser sa mission en phase de conception et de réalisation)
- Un cadre de Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Un cadre de Registre Journal de la Coordination et ses modalités de gestion (RJC) ;
- Un cadre de Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage(DIUO) ;
- Un cadre de compte rendu de visite de chantier ;
- Un cadre de règlement de collèges Inter entreprises de Sécurité de la Santé et des conditions de travail (CISSCT)
- L'équipe pressentie pour la réalisation de la mission avec les CV
- La description des modalités de son intervention sur le chantier ;

À noter que la décomposition du prix global forfaitaire doit être renseignée de façon exhaustive ; ainsi pour chaque prix et pour chaque rubrique (coordonnateur, secrétariat, reprographie, réunion, autres), la quantité, le prix unitaire, et le montant total doivent être renseignés, même si la quantité est valorisée à 0. Il est rappelé à chaque candidat que si la décomposition du prix global forfaitaire de son offre n'est pas renseignée de façon exhaustive, l'offre sera jugée irrégulière.

### **3-1.3.** Fourniture de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

### **3-1.4.** Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP ;
- Les certificats fiscaux et sociaux ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail ;
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-7.3 du CCATP seront remises avant la notification du marché.

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle

serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. À défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

### **3-2. Variantes**

Sans objet.

## **ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES**

### **4-1. Sélection des candidatures**

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RPA.

En cas de candidatures incomplètes, l'acheteur pourra demander aux candidats concernés de compléter celles-ci.

### **4-2. Jugement et classement des offres**

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

L'acheteur examinera l'offre de base des candidats pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par l'acheteur.

| <b>Critère d'attribution</b>  | <b>Pondération</b> |
|---|--------------------|
| Le prix des prestations:  | 60,00%             |
| La valeur technique appréciée au regard du mémoire justificatif et explicatif visé à l'article 3-1.2 du présent RC; | 40,00%             |

Le critère prix sera noté sur **60 points**, la totalité des points étant attribuée au moins-disant.

En attribuant la note maximale de **60 points** à l'offre la moins-disante et une note égale à zéro à l'offre égale au double de l'offre moyenne, on calcule le nombre de points des autres candidats

proportionnellement au montant de leur offre sur un intervalle [offre du moins-disant – offre égale au double de l'offre moyenne]. La formule appliquée est la suivante :

$$\text{Nombre de points} = 60 (2 \text{ Moy} - M) / (2 \text{ Moy} - M0)$$

Où

M = offre jugée

M0 = offre la moins disante

Moy = offre moyenne

· Le critère « valeur technique » est noté sur 40 points :

Les **40 points** seront attribués par l'appréciation du contenu du mémoire justificatif et explicatif décrit à l'article 3-1.2 ci-dessus, et selon les sous critères suivants :

- **10 points** sont attribués au vu de l'expérience et de la compétence des personnes physiques proposées (CV à joindre incluant les références personnelles).

- **20 points** sont attribués, au vu de la pertinence des méthodes pour l'exécution de la mission, des délais envisagés et des temps passés proposés par le candidat (d'après la décomposition du Prix Global Forfaitaire et d'après l'analyse des temps passés). Ces 20 points sont distribués de la façon suivante : 10 points au vu de la pertinence des méthodes proposées et 10 points au vu des temps passés et leur adéquation à la mission.

- **10 points** sont attribués au vu des différents modèles de cadre joints à l'offre (RJC, PGCSPPS, DIUO, CR et règlement CISSCT).

Pour le critère « valeur technique », chaque offre à l'issue de l'analyse du contenu des offres se verra attribuer des points selon le barème ci-dessus.

L'offre technique la meilleure (celle qui a obtenu le plus grand nombre de points sur le total des sous-critères) aura la note de 40. Les autres offres obtiendront une note égale à :  $40 \times (P / P_{\max})$  où :

- P est le nombre de points de l'offre considérée ;

- Pmax est le nombre de points obtenu par la meilleure offre technique.

**Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.**

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur la liste des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant de la liste des prix sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans cette liste des prix seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié de la liste des prix qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le RPA, lors de l'examen des offres, se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

## **ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE**

**Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.**

**L'offre sera remise obligatoirement par échange électronique.**

### **5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation**

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent à l'acheteur.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence DREAL Bretagne-MurBzh-CSPS.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit

être signé séparément et ne doit pas être verrouillé .

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par l'acheteur ne feront pas l'objet d'une réparation. La trace de malveillance sera conservée. Le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

## **5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique**

### **5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde**

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

**L'enveloppe** portera l'adresse et mentions suivantes :

DREAL Bretagne  
IST/DMD/UAD  
L'Armorique – 10 rue Maurice Fabre – CS 96515  
35065 RENNES cedex

Copie de sauvegarde pour : Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé d'une opération d'infrastructure de catégorie 1 relative à la mise à 2x2 voies de la RN 164 dans le secteur de Guerlédan

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat<sup>(\*)</sup> :

**« NE PAS OUVRIR »**

(\*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique, les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

### **5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde**

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

## **ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation ([<http://www.marches-publics.gouv.fr>]) sous la référence précisée au 5-1 .

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme, à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.